

L'ISI pakistanais : un État dans l'État ?

Par **Alain Lamballe**, général de brigade et ancien diplomate, spécialiste de l'Asie du Sud ayant effectué l'essentiel de sa carrière militaire dans le renseignement et les relations internationales, et président d'honneur de l'association Asie Moyen-Orient (AMO) à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Le service de renseignement extérieur pakistanais, l'ISI, véhicule les fantasmes les plus divers en raison de ses relations ambiguës avec certains groupes islamistes. Fondé en 1948, il n'en demeure pas moins le plus important et le plus puissant des services de renseignement pakistanais, et un acteur incontournable de la politique pakistanaise et de sa politique étrangère.

Quels sont les services de renseignements pakistanais ?

Les services de renseignement pakistanais sont composés d'un service de renseignement intérieur, un service de renseignement extérieur et de services de renseignement propres aux armées.

- **Le Directorate General for Inter-Services Intelligence (ISI)** est responsable du renseignement extérieur. C'est de loin le service le plus important du pays. Son appellation possède une connotation militaire puisque « *Inter-Services* » évoque les trois armées. Mais les attributions de l'ISI vont bien au-delà des seuls renseignements d'ordre militaire. Elles s'étendent à tous les domaines politique, économique, scientifique... L'interception des communications est de son ressort. La surveillance des personnels militaires, des diplomates pakistanais servant à l'étranger et des diplomates étrangers servant au Pakistan relève également de sa compétence

- **L'Intelligence Bureau (IB)**, créé au début des années 1950, s'occupe du renseignement intérieur. Son appellation est identique à celle du service indien équivalent. Il est rattaché au ministère de l'Intérieur. L'IB, chargé du contre-espionnage, surveille les agents étrangers et les terroristes présumés. Il s'intéresse aussi au trafic de drogue. Son directeur rend compte directement au Premier ministre. Très souvent, l'armée de terre a imposé la désignation du directeur qui, dans le passé, venait de ses rangs.

- Les trois armées (terre, air et mer) possèdent chacune un service de renseignement. Celui de l'armée de terre, le **Directorate of Military Intelligence (DMI)**, dispose de cellules sur l'ensemble du territoire pakistanais : les Field Intelligence Units (FIU). Le **Directorate of Naval Intelligence (DNI)** et le **Directorate of Air Intelligence (DAI)**, d'importance moindre, complètent le système de renseignement militaire. Le président du Joint Chiefs of Staff Committee, un embryon d'état-major interarmées, n'exerce aucune responsabilité en matière de renseignement.

L'ISI, un service omnipotent ?

L'ISI dépend du ministère de la Défense. Une vaine tentative a été faite par le Premier ministre en 2008 pour rattacher au ministère de l'Intérieur ce service omnipotent aux

missions étendues. Le directeur de l'ISI est censé informer directement le Premier ministre. Mais en réalité, il rend compte d'abord au chef d'état-major de l'armée de terre qui décide de ce qui peut être communiqué au chef de l'exécutif.

Le directeur de l'ISI est toujours un général de corps d'armée de l'armée de terre. L'alternance entre les trois armées ne joue pas. Mais les subordonnés directs du directeur peuvent appartenir à la marine et à l'armée de l'air aussi bien qu'à l'armée de terre. Des affectations à l'ISI favorisent les carrières. Plusieurs directeurs de l'ISI sont ensuite devenus chef d'état-major de l'armée de terre.

Les effectifs de l'ISI ont été longtemps majoritairement militaires, mais ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, il y a autant de civils que de militaires et anciens militaires. Les militaires détachés n'y restent généralement que quelques années avant de rejoindre leurs affectations d'origine. Les civils au contraire, peuvent y faire carrière. Les effectifs globaux sont évalués à 4000 personnes mais des chiffres supérieurs sont parfois donnés. Ils étaient de l'ordre de 20 000 à l'époque de Zia-Ul-Haq (1977-1988), lors de l'occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques.

Le budget dont dispose l'ISI est inconnu. Le chiffre avancé de 300 millions de dollars est sans doute inférieur à la réalité. Aux fonds officiels se sont ajoutées, et s'ajoutent peut-être encore, des ressources complémentaires apportées par le trafic de drogue avec l'Afghanistan, où la culture du pavot est courante.

Enfin, les activités de l'ISI ne se limitent pas à la recherche et à l'exploitation du renseignement à l'extérieur des frontières. Le service s'intéresse en effet également à la situation intérieure du pays. Tous les gouvernements, civils et militaires, ont utilisé l'ISI pour tenter de neutraliser leurs adversaires politiques. Mais c'est en définitive l'armée de terre qui décide des actions à mener.

L'ISI, acteur clef de la diplomatie pakistanaise

La plupart des analystes politiques considèrent que l'ISI oriente la politique étrangère du Pakistan – même si les militaires ne sont pas au pouvoir –, tout particulièrement à destination de l'Inde et de l'Afghanistan. Pour ramener la paix en Afghanistan, l'ISI apparaît comme un interlocuteur indispensable lors de négociations avec les talibans et leurs associés, car ces groupes militants lui sont parfaitement connus.

Parallèlement, alors que l'Inde et le Pakistan se sont affrontés au cours de trois guerres majeures et que les sujets de tensions sont aujourd'hui encore nombreux, l'ISI mène depuis sa création de nombreuses actions à destination de son voisin indien.

Déjà, à l'époque précédant le démembrement du Pakistan, l'ISI pouvait à partir de l'aile orientale intervenir facilement dans les provinces indiennes du Nord-Est pour soutenir les insurrections diverses conduites par de nombreux groupes ethniques minoritaires. Son action s'est prolongée après 1971, date de la création du Bangladesh, lorsque le Bangladesh National Party (BNP) (1), formation politique anti-indienne, était au pouvoir à Dacca. Elle est aujourd'hui plus limitée car l'Awami League (AL), qui dirige le gouvernement, est pro-indienne.

Les actions de l'ISI en Inde sont faites d'échecs et de succès. En 1965, lors de la guerre indo-pakistanaise, ses informations sur l'Inde et son armée étaient insuffisantes et parfois inexactes. En 1967, il ne détecte pas une tentative de coup d'État fomenté par de jeunes officiers de marine, qui sera dévoilée par la police de Karachi. Le service de renseignement a également été inefficace lors des événements qui ont conduit au démembrement du pays et à la création du Bangladesh en 1971. L'ISI a même échoué

dans sa tentative de créer un Pendjab sikh indépendant, le Khalistan, malgré les efforts déployés dans les années 1980 et au début des années 1990 en faveur des insurgés actifs sur le sol indien (2). L'aide fournie aux militants indépendantistes opérant au Jammu-et-Cachemire indien n'a pas non plus été couronnée de succès. Des camps existent encore au Pakistan pour héberger, entraîner et armer les militants destinés à combattre au Cachemire contre les forces de sécurité indiennes (3).

Historiquement, l'ISI a toujours cherché à infiltrer les forces de sécurité indiennes, notamment par le recrutement de musulmans. Il entretient également des contacts avec les insurgés maoïstes agissant dans le centre de l'Inde, peut-être en liaison avec son homologue chinois. Le service est aussi en liaison avec diverses organisations islamistes indiennes, étudiantes en particulier. Il a été accusé d'avoir commandité les actes terroristes qui ont frappé Mumbai en mars 1993 et en novembre 2008. L'ISI mènerait en outre lui-même des opérations contre les Indiens en Afghanistan (4). Il serait ainsi responsable de la mort de techniciens indiens qui ont construit un réseau routier dans le Sud de l'Afghanistan pour le raccorder au réseau iranien desservant le port de Chabahar.

L'ISI est actif ailleurs à l'étranger. C'est notamment le cas au Népal ou au Bangladesh que l'ISI utilise pour faire passer en Inde de la fausse monnaie indienne en vue de désorganiser l'économie. Dubai et les pays du Sud-Est asiatique servent également à cette fin. L'ISI affirme par ailleurs sa présence à Sri Lanka et aux Maldives.

À l'étranger, l'ISI surveille également les éléments qui lui sont hostiles, c'est-à-dire en tout premier lieu les services de renseignement indiens et les nationalistes baloutches. Il ne se contente pas de missions défensives mais mène des offensives, par exemple en aidant les

Photo ci-contre : Benazir Bhutto, Première ministre du Pakistan en visite à Washington, en juin 1989. Dans l'année 1990, l'ISI fut impliqué dans le scandale politique du Mehrangate, qui visait à empêcher la réélection de Benazir Bhutto en mobilisant des fonds pour financer la campagne de ses adversaires politiques. (© Gerald b. Johnson, DoD)



Cachemiris indiens souhaitant le rattachement de leur région contestée au Pakistan. Enfin, la coopération dans le domaine scientifique avec les pays occidentaux a permis à certains experts pakistanais d'avoir accès à des informations confidentielles. On peut supposer qu'ils agissaient pour leur propre compte à des fins de notoriété ou/et financières ou bien qu'ils opéraient dans le cadre de l'ISI. Le cas le plus célèbre est celui du physicien nucléaire Abdul Qadeer Khan, qui avait réussi à subtiliser des données secrètes alors qu'il travaillait dans un centre de recherche néerlandais dans les années 1980.

L'ISI, acteur d'un double jeu avec les Américains et les islamistes

Dans la décennie 1980, c'est l'ISI qui a orienté et aidé les moudjahidines dans leur lutte contre l'occupant soviétique en Afghanistan. Les armes et les équipements fournis en grande partie par les États-Unis transitaient sous son contrôle par le territoire pakistanais et les insurgés trouvaient refuge tout le long de la frontière afghano-pakistanaise, notamment dans les zones tribales. Pendant la période d'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, les relations entre l'ISI et la CIA étaient excellentes. Elles sont

aujourd'hui tendues.

En effet, les Américains accusent l'ISI d'instrumentaliser les talibans. Ce n'est pas l'ISI qui se trouve à l'origine de la création des talibans mais dès que ceux-ci ont consolidé leur pouvoir, plus précisément lorsqu'ils ont conquis Kandahar en novembre 1994, il s'est intéressé à eux et les a soutenus. Dans les années qui ont suivi, l'ISI a contribué à former de nouveaux talibans dans les écoles religieuses pakistanaises (les *madrasas*). C'est lui qui a aidé les talibans à prendre le pouvoir à Kaboul en 1996 et à consolider leur emprise sur le pays. Et c'est lui, qui, aujourd'hui, tout en luttant contre les talibans dits pakistanais, héberge et soutient les talibans dits afghans et les membres du réseau afghan Haqqani, lequel a été qualifié par l'ancien président du Joint Chiefs of Staff américain de « bras armé de l'ISI ».

Ainsi l'ISI a-t-il fourni des informations à la CIA pour permettre aux drones de cibler des dirigeants islamistes radicaux. La recherche de certains objectifs aurait été faite en commun par l'ISI et les services de renseignement américain et britannique, grâce à un réseau de sources humaines. Simultanément, les autorités pakistanaises s'insurgent contre ces attaques de drones pour apaiser l'opinion publique. L'ISI joue en réalité un double jeu, en donnant des renseignements pour éliminer des éléments qui commettent des attentats sur le sol pakistanais et en n'en donnant pas s'il s'agit de militants agissant en Afghanistan et au Cachemire. Certains analystes l'accusent même de fournir des armes aux talibans afghans et à leurs associés et d'être responsable d'attentats ayant coûté



Photo ci-contre : Le 5 février 2014, l'ancien chef de l'ISI, Hamid Gul (à gauche), participe avec le clerc islamiste Maulana Sami ul-Haq (à droite) – considéré comme le « Père des Talibans » – à un rassemblement organisé pour la Journée de Solidarité avec le Cachemire. Directeur général de l'ISI de 1987 à 1989, Hamid Gul a joué un rôle déterminant dans le soutien de l'ISI aux insurgés du Cachemire indien et à la résistance afghane contre les forces soviétiques, car il pensait pouvoir s'appuyer sur des éléments non étatiques pour déstabiliser un ennemi – même supérieur – et maximiser les gains géopolitiques et diplomatiques du pays. (© AFP/Aamir Qureshi)

la vie à des étrangers, dont des Indiens. Des membres d'organisations islamiques radicales centre-asiatiques et ouïghours s'entraînaient dans les zones tribales pakistanaises en bénéficiant du soutien, ou tout au moins de l'indifférence, de l'ISI. Des accusations ont aussi été portées par le Bundesnachrichtendienst (BND) contre l'ISI qui aurait espionné le détachement d'instructeurs de la police allemande déployé en Afghanistan. Ces implications donnent quelques fondements au sobriquet attribué à l'ISI par certains de ses détracteurs : « *Invisible Soldiers of Islam* ».

Selon toute vraisemblance, l'ISI savait où le chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, se trouvait. Peut-être même l'a-t-il aidé à se loger et à se mettre à l'abri des recherches menées par la CIA, tout au moins pendant quelques années. Néanmoins, le raid américain qui a abouti à la mort du chef d'Al-Qaïda le 2 mai 2011 à Abbottabad, ville au nord de la capitale, montre une défaillance de l'ISI, à supposer, bien sûr, qu'il n'était pas au courant.

Les nombreux attentats qui ensanglantent le pays montrent aujourd'hui l'inefficacité des services de renseignement pakistanais vis-à-vis de la menace terroriste.

Une coordination assurée par l'ISI et un fonctionnement opaque

Les cinq services de renseignement, Intelligence Bureau, Inter-Services Intelligence, Directorate Military Intelligence, Directorate Air Intelligence et Directorate Navy Intelligence agissent de manière indépendante et leurs activités se chevauchent parfois. Plusieurs réformes du renseignement ont toutefois été proposées. Elles incluent toutes la création d'un organisme coordinateur, un Joint Intelligence Committee. Mais celui-ci n'a jamais vu le jour en raison de la réticence des différents services à partager l'information. Dans les faits, c'est donc l'ISI qui assure la coordination des activités de renseignement, tout particulièrement celles qui concernent les pays étrangers.

Si une réforme a été possible dans la lutte contre le terrorisme, qui est aujourd'hui centralisée au niveau d'un organisme nouvellement créé, la National Counter Terrorism Authority (NACTA), les pratiques du renseignement pakistanais demeurent encore largement opaques. Les écoutes téléphoniques effectuées par les divers services de renseignement sont en principe encadrées par des textes législatifs, mais ceux-ci ne sont pas appliqués. Elles se pratiquent donc communément. Les arrestations sont parfois arbitraires. Les tortures ne sont pas rares pour obtenir des renseignements et des morts suspects ont été constatées. Aucun contrôle parlementaire des activités

de l'ISI et de celles des autres services de renseignement n'a jamais été exercé. Pour la première fois, l'exécutif réclame des comptes à l'ISI, même si cela reste timide. Le pouvoir judiciaire, en l'occurrence la Cour suprême, se montre plus audacieux en exigeant la présentation des personnes disparues, pour la plupart des agents subversifs de la mouvance islamiste ou des mouvements indépendantistes baloutches. La Cour suprême demande des explications sur la disparition des personnes non retrouvées. Elle exige des justifications précises que l'ISI et le DMI ont parfois du mal à fournir, se contentant de dire que les personnes arrêtées recevaient des fonds de l'étranger et présentaient un danger pour l'État. Bien souvent, les personnes disparues sont mortes dans des conditions non élucidées.

Aujourd'hui, les organisations non gouvernementales jouent également un rôle pour renforcer la transparence et dénoncer la violation des droits de l'homme. Fait nouveau, la presse n'hésite plus à critiquer l'armée et les services de renseignement. Elle dénonce même parfois leurs pratiques extra-judiciaires illégales.

Alain Lamballe

Notes

- (1) L'ISI a financé le BNP lors de la campagne électorale de 1991.
- (2) Le Pakistan servait de base arrière aux militants sikhs qui recevaient des fonds, des armes et des munitions.
- (3) Ces militants, appartenant à divers mouvements dont le Hizb-ul-Mujahideen, seraient au nombre de plusieurs milliers prêts à franchir la ligne de contrôle qui sépare les deux parties du Cachemire administrées par l'Inde et le Pakistan.
- (4) L'attaque de l'ambassade indienne à Kaboul en 2008 est communément imputée à l'ISI.

Photo ci-dessous : Le 14 mai 2011, des Pakistanais défilent dans les rues de Karachi pour soutenir l'armée nationale et les services de renseignement (ISI) dont le chef, Riaz Fatyana, a offert sa démission au Parlement pakistanais suite au raid américain contre Oussama ben Laden, le 1^{er} mai. Alors que le Pakistan et l'ISI sont suspectés d'avoir fermé les yeux sur la présence de l'homme le plus recherché au monde dans une ville de garnison située à 50 km de la capitale, Islamabad a condamné une telle accusation ainsi que la « violation de la souveraineté pakistanaise ». (© AFP/Rizwan Tabassum)

